



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

SUTE 69 educ69@cnt-f.org / 44 rue Burdeau 69001 Lyon
<http://www.cnt-f.org/cnt69/union/cnt-educ-69/>

Manifestation le 14/12 à 11h30 Place Jean Macé

Contre la casse des services publics

Ce n'est pas une surprise, Macron et LREM continue le travail de sape des services publics dans la continuité directe des gouvernements de gauche comme de droite. La dernière attaque d'envergure est l'attaque contre le statut des cheminots qui est la prémisse à la privatisation du rail français et de l'ouverture à la concurrence. En regardant les impacts de l'ouverture à la concurrence sur les transports par bus (condition de travail des conducteurs, privatisation, licenciements brutaux, etc.), le pire est à craindre. Mais c'est l'ensemble des services publics qui sont attaqués et tout particulièrement dans les banlieues et les zones rurales. Un investissement massif dans les services publics et le rétablissement des services de proximité est essentiel !

Pour une revalorisation des minima sociaux et du point d'indice des fonctionnaires

Depuis plusieurs années, le SMIC et le point d'indice pour les fonctionnaires n'ont connu aucune revalorisation conséquente. Pire, c'est une perte de pouvoir d'achat qui a lieu avec l'augmentation du prix de la vie. Ce n'est pas les mesures annoncées par Macron hier qui vont changer la donne. L'augmentation de 100€ du SMIC n'en est pas une ! Tout d'abord, c'est 100€ sur le brut auquel il faut retirer la revalorisation déjà annoncée (une vingtaine d'euro) et une baisse de charge salariale (20€). Les 60€ restant ne sont qu'un recyclage de l'augmentation de la prime d'activité qui sera condensé en une seule fois au lieu de l'étalement prévue. De plus, cette mesure se fait sans aucun coût pour les employeurs et donc une réduction du salaire différé (cotisation sociale permettant de financer le modèle social français). La demande aux patronats de verser une prime de fin d'année (une fois de plus sans taxe et cotisation) risque d'être limitée à quelques effets de communication. L'Etat appliquera cette demande à elle-même ou les fonctionnaires (et les nombreux contractuels) seront-ils laissés de côté ? La CNT SUTE 69 revendique une augmentation importante des minima sociaux, du point d'indices, la titularisation des contractuels, la fin des statuts précaires (auto-entrepreneur, CDD, etc.) et un recrutement massif de fonctionnaires.

Mouvement contre la réforme du bac, ParcoursSup et du SNU

Avec la loi ORE, c'est **la fin de l'université ouverte** qui a été actée. En utilisant un sous-financement récurrent (et le massacre que fut la LRU), la solution du gouvernement à l'augmentation des étudiant·e·s s'est sélectionnée toujours plus tôt. C'est également des demandes délirantes de certaines formations: CV, lettre de motivation, etc. Cela a fait le bonheur de sociétés qui se sont empressées de les réaliser contre quelques centaines d'euro ! Contrairement à ce qui avait été annoncé par le gouvernement, le non-classement des choix a été bénéfique qu'à quelques étudiant·e·s alors que les autres étaient condamnés à attendre. Additionner à différents quotas, cela a provoqué un désordre des formations, mais surtout laisser de nombreux étudiant·e·s sans affectation jusqu'au dernier moment. Elles·ils n'ont pas pu prétendre à des logements CROUS voir même chercher des logements par eux-mêmes ! C'est une ouverture massive de postes de titulaires et des moyens qui auraient fallu pour répondre aux envies légitimes des bacheliers !

Après ParcoursSup, la réforme du baccalauréat c'est **la fin du bac comme premier diplôme universitaire permettant de commencer des études supérieures**. Mais surtout, c'est un bac par établissement de part l'importance du contrôle continu. Un bac de centre-ville aisé n'aura plus la même valeur qu'un bac de banlieue ou rurale. Pour **renforcer encore cette ségrégation sociale et géographique**, toutes les options ne seront pas disponibles dans les lycées. Il faudra donc choisir entre changer d'établissements (voir être dans plusieurs établissements à la fois) ou changer ses choix

d'options. Cela aura également un impact sur le service des enseignant·e·s ! C'est aussi la suite logique de ParcoursSup avec **une sélection dès la seconde**. Certains établissements de l'enseignement supérieur donnent déjà des directives pour quels options choisir en seconde pour avoir une chance d'être pris après le bac !

La réforme du lycée professionnel est là pour permettre aux CCI de dicter la création de filières suivant les embauches locales. Cela entraîne un déterminisme social en fonction du lieu de vie. La volonté est de répondre à des objectifs capitalistes court-termistes qui réclament de la main d'oeuvre bon marché. En aucune manière, les élèves et leur futur sont pris en compte. Cela se manifeste clairement dans la réforme du lycée professionnel avec les baisses générales d'heures de cours avec une chute brutale des heures d'enseignement générale (lettres, histoire et maths). Après les massacres de ParcoursSup (et la loi ORE), c'est la fin programmé de la possibilité de poursuite d'études dans le supérieur pour les lycéens pro.

Explosion des frais d'inscriptions pour les extra-européens et bientôt pour les autres !

Le 19 Novembre 2018, E. Philippe a annoncé une augmentation massive des frais d'inscriptions pour les étudiant·e·s étranger·e·s extra-européen·e·s: de 170 à 2770€ en licence, de 243 à 3770€ en master de 380 à 3770€ en doctorat. C'est une barrière infranchissable pour beaucoup de nos étudiant·e·s ! C'est les étudiant·e·s venant des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud qui sont tout particulièrement visé·e·s. Et ce n'est pas le système de bourse déjà largement sous doté qui va rattraper les effets de cette augmentation massive ! Comment expliquer aux doctorants que certain·e·s seront payé·e·s sur 12 mois et d'autres sur 9 mois ? La ministre a annoncé que les établissements de l'ESR étaient libre de ne pas appliquer cette augmentation. Mais au moment où de nombreux établissements sont en faillite (gel de poste sur plusieurs années pour dégager du budget), il est utopique de penser que des établissements refusent une entrée d'argent. La Cour des comptes a conseillé une augmentation des frais d'inscriptions pour tous et cela vient en écho au discours de la présidente de la Conférence des grandes écoles. Le faible coût payé par les étudiants ne doit pas être utilisé comme un prétexte des nombreux problèmes de notre système ! L'augmentation des coûts mettra en place un système clientéliste comme vu dans de nombreux pays anglo-saxons. La pédagogie et la transmission des savoirs doivent rester au coeur de nos missions ! C'est une ouverture massive de postes permanents et des moyens qu'il nous faut ! Ce n'est pas en courant derrière un financement privé bien souvent conditionner à des pertes de liberté pédagogique et de recherche qu'il faut mais un investissement récurrent et public !

Pour une démocratie directe et autogestionnaire

De partout de nombreuses voix s'élèvent pour demander plus de démocratie directe. La CNT SUTE 69 partage cette analyse. La lutte de la CNT SUTE 69 s'inscrit dans un projet de construction d'une autre société pour une organisation sociale et économique sans dirigeants ni dirigés et dans laquelle l'Etat et le patronat sont remplacés par une structure horizontale fonctionnant suivant les principes fédéralistes, coopératifs et autogestionnaires: une société communiste libertaire. Ce que la CNT SUTE 69 entend mettre en oeuvre est une révolution sociale, éducative et pédagogique pour bâtir une société fondée sur le principe de culture pour tous et par tous. Ceci passe pour nous par une redéfinition des tâches des acteurs de la communauté éducative et universitaire vers l'autogestion des locaux, la suppression de la division entre travail manuel et travail intellectuel et le développement d'une pédagogie anti-autoritaire et égalitaire.

Construisons la grève du 14 décembre, donnons-lui des suites, organisons-nous pour mettre en place des solidarités entre nous tou·te·s : public, privé, retraité·e·s, jeunes, chômeuses et chômeurs. Pour cela, discutons avec tous nos collègues, retrouvons-nous en AG, **reconstruisons ensemble du collectif et des solidarités interprofessionnelles**, reprenons le pouvoir sur nos outils de travail, réinventons nos vies et notre société. Certes, tout cela prend du temps et de l'énergie. Mais est-ce plus dur que de se retrouver isolé·e·s dans nos difficultés ou se sentir seul·e contre tou·te·s ?

Prenons le temps de construire ensemble les outils et les bases d'une société plus juste. On ne transformera rien en un jour, ni non plus en déléguant notre voix à l'un·e ou l'autre leader plus ou moins charismatique...